

## AUXILIUM LEGALIS

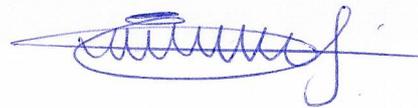
### Termes de référence

# RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE ET JUDICIAIRE EN COTE D'IVOIRE

**Préparé par :**  
Mme DJADJA Suzanne  
Chargée de projet - ENDA SANTE CI



**Validé par :**  
Dr KOUAME Komenan Eric  
Directeur Programmes



SAVADOGO Mariam  
Cheffe de Département DH



PLO  


<b>OBJET :</b> <b>Informatique-gestionnaires de données</b>	
<b>Titre de l'activité</b>	Mise en place d'une base de données pour l'assistance juridique et judiciaire en Côte d'Ivoire
<b>Composante</b>	Ligne budgétaire 2.8.5
<b>Thématique</b>	Informatique-Gestionnaire de données
<b>Bénéficiaire (s)</b>	Direction des Droits de l'Homme et Enda Santé Côte d'Ivoire
<b>Pays</b>	Côte d'Ivoire
<b>Date / lieu / durée</b>	Période de mai 2023 – juin 2023 (à titre indicatif) Abidjan, Côte d'Ivoire 20 jours
<b>Langue de travail</b>	Français

## 1. Contexte et justification

La Côte d'Ivoire est bénéficiaire de l'Initiative qui est la deuxième modalité de contribution de la France au Fonds mondial. Ce financement dont la mise en œuvre opérationnelle est confiée à Expertise France (Agence française d'expertise technique internationale), vise à répondre aux demandes émanant des pays, notamment francophones, et bénéficiaires de subventions du Fonds Mondial (FM), pour renforcer leurs capacités de lutte contre le VIH sida, la tuberculose et le paludisme.

Le contexte ivoirien présente en effet des obstacles importants à l'accès aux services de santé (prévention, dépistage et prise en charge) pour les groupes les plus vulnérables car ils sont souvent victimes de stigmatisation et de discrimination. En effet, l'étude bio-comportementale des IST, du VIH et du sida (IBBS) chez les Travailleuses du Sexe (TS) conduite en 2014 dans le district d'Abidjan, a révélé que 23,3% des personnes enquêtées ont dit éviter les centres de santé du fait de la stigmatisation et de la discrimination manifestées à leur égard. Chez les Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes (HSH), c'est l'attitude des prestataires face aux homosexuels qui constitue une barrière au recours aux soins.

Afin de soutenir l'effort du pays sur les problématiques spécifiques liées aux droits humains des personnes infectées et/ou affectées par le VIH, des populations clés et des personnes hautement vulnérables face au VIH, EXPERTISE France à travers L'INITIATIVE a octroyé à ENDA SANTE des fonds pour la mise en œuvre du projet AUXILIUM LEGALIS.

Le projet AUXILIUM LEGALIS dont sont bénéficiaires ENDA SANTE et son nouveau partenaire principal, la Direction des Droits de l'Homme (DDH), ambitionne de combler le gap qui persiste en matière d'assistance juridique et judiciaire en proposant des services juridiques innovants.

Les populations hautement vulnérables victimes de violences souffrent du manque d'un lieu d'information et d'aide à la décision.

Dans le cadre de ses missions consacrées d'une part à des activités de notification et de prise en charge des cas de violences mais également d'information, qui en même temps représente celles d'aide à la décision, la mise en place d'une banque de données nationales est devenue plus qu'indispensable pour mieux guider les victimes.

C'est dans le but de mieux adresser cette question, la Direction des Droits de l'Homme, partenaire principal d'ENDA SANTE dans le cadre du projet Auxilium Legalis et Leader national sur les questions de Droits Humains en lien avec le VIH, procède au recrutement d'un consultant pour la mise en place d'une base de données relative à l'assistance juridique et judiciaire des populations clés et des populations hautement vulnérables au VIH et à la Tuberculose en Côte D'Ivoire.

Les présents termes de référence définissent les conditions et modalités de recrutement dudit consultant.

## 9. Soumission du dossier

Les candidatures doivent être adressées à : Madame la Directrice Exécutive d'ENDA SANTE Côte d'Ivoire par mail : [secretariat-ci@enda-sante.org](mailto:secretariat-ci@enda-sante.org) avec en objet : **DOSSIER RECRUTEMENT CONSULTANT BASE DE DONNEES** ou déposées au siège de ENDA SANTE sise à Cocody Angré 8<sup>ème</sup> tranche, Soleil 2, Cité Wedouwel, Tél : 05 00 59 03 79 / 07 07 23 24 47 avant 17h du délai indiqué ci-dessous.

**Délai de dépôt des dossiers : Vendredi 26 mai 2023.**

Les dossiers transmis après le délai indiqué ne seront pas acceptés.

- ❖ Finaliser la base de données et la présenter à la DDH pour validation ;
- ❖ Rédiger un rapport de consultance.

**NB : Les résultats de la consultance seront présentés lors de la réunion du comité de pilotage.**

## 5.2. Lieu de la mission

La mission se déroulera à Abidjan.

L'atelier de restitution aura lieu à Abidjan, lors de la réunion du comité de pilotage.

## 6. Profil du consultant

Les domaines d'expériences et de compétences suivants sont requis :

- ❖ Être titulaire d'un diplôme Bac+ 3 sciences sociales informatiques ou équivalent ;
- ❖ Maîtrise des systèmes de gestion de données relationnelles ;
- ❖ Microsoft SQL serveur, MySQL, Microsoft Access, PostgreSQL etc ;
- ❖ Maîtriser l'environnement digital et avoir une bonne connaissance des applications web ;
- ❖ Maîtrise de la technologie de systèmes de collecte de données mobiles et assisté par ordinateur. (ODK, KoboCollect, Cspro etc....) ;
- ❖ Bonne capacité d'analyse de visualisation de données programmatique et développement de tableau de board (powerBI, tableau, R, etc.) ;
- ❖ Avoir de l'expérience dans le travail avec des organisations non gouvernementales ;
- ❖ Avoir une expertise en suivi et évaluation des programmes de santé et/ou des droits humains

## 7. Livrables

- ❖ Guide et outils de l'évaluation
- ❖ Rapport de la mission

## 8. Dossier à fournir

- ❖ Un CV détaillé mettant en exergue les domaines d'expertise et les expériences pertinentes pour cette mission ;
- ❖ Une copie certifiée conforme du diplôme ;
- ❖ Une lettre de motivation ;
- ❖ Attestation(s) de bonne exécution de mission d'évaluation de projet (si possible)
- ❖ Une offre technique
- ❖ Une offre financière

## 2. But

---

Contribuer à la mise en place d'une base de données portant sur l'assistance juridique et judiciaire.

## 3. Objectifs de l'évaluation

---

### 3.1. Objectif Général

Concevoir et mettre en place une base de données de l'assistance juridique et judiciaire en Côte d'Ivoire

### 3.2. Objectifs Spécifiques

- ❖ Faire une revue documentaire et des sources de données relatives à l'assistance juridique (Une base de données est un ensemble d'informations qui est organisé de manière à être facilement accessible, géré et mis à jour donc il faut avoir une idée de ce qui existe)
- ❖ Créer une base de données relative à l'assistance juridique
- ❖ Présenter la base de données pour validation lors d'un GTT
- ❖ Mettre à disposition la base de données validée

## 4. Résultats attendus

---

Une base de données relative à l'assistance juridique et judiciaire est disponible

## 5. Méthodologie

---

Il s'agit d'un travail conduit par un consultant ou une équipe de consultants. la mission sera supervisée par une équipe de la Directrice de la Direction des Droits de l'Homme au sein de la Direction des Droits de l'Homme (DDH) et coordonnée par une équipe d'Enda Santé Côte d'Ivoire.

### 5.1. Description du processus

- ❖ Faire une analyse situationnelle relative à l'assistance juridique et judiciaire ;
- ❖ Recueillir toutes les données susceptibles d'alimenter la base ;
- ❖ Elaborer sa méthodologie de recueil des données et les indicateurs à recueillir et la faire valider par le Groupe de Travail Technique (GTT) ;
- ❖ Elaborer les outils pour constituer la base de données de l'assistance juridique et judiciaire ;
- ❖ Produire le draft 0 de la base de données ;
- ❖ Faciliter la réunion du GTT pour conduire le processus de validation de la base des données ;